



A propos de la Demande de Concertation Immédiate du 03 avril 2012

Les plus hauts dirigeants de l'entreprise, par leur politique, détériorent les conditions de vie et de travail ainsi que la sécurité des cheminots et des circulations

Devant la série catastrophique d'accidents qui sont survenus dans notre activité, la Direction de l'entreprise se refuse à prendre des dispositions pour initier une « journée blanche » de crainte de perturber les programmations des agents sur les chantiers. Face à la gravité de la situation, cette réponse de la direction est scandaleuse et inadmissible.

Pour la CGT, la situation impose aujourd'hui un acte fort suite aux quatre derniers décès de collègues de travail, sans oublier l'intoxication de 19 Cheminots dans le tunnel de Chantenay, sur la région de Nantes.

Nous ne pouvons rester de marbre face à cette insuffisance caractérisée sur la sécurité, l'employeur a obligation de résultat en ces termes, il doit les assumer et en matière de prévention il doit mettre tout en œuvre pour les prévenir.

Faut-il croire que ces notions n'habiteraient plus la conscience des premiers dirigeants de l'Infra ?

La production serait-elle devenue la rançon d'un salaire de la peur que les Cheminots devraient subir dans les chantiers ?

A la CGT, nous affirmons que le travail doit être une source d'épanouissement et de développement aussi bien collective qu'individuelle, mais en aucune manière une prise de risque sur sa santé et sa sécurité

La piste envisagée par l'entreprise reposerait sur la responsabilité individuelle des cheminots. Dans ses analyses, elle omet volontairement son obligation d'employeur et refuse de reconnaître son implication au travers de l'organisation de la production

La réforme des retraites, les restructurations incessantes, les évolutions des structures, les filialisations, désorganisent la production et engendrent des conséquences sur la qualité de vie au travail.

La CGT appelle les cheminots de l'équipement à se mobiliser pour imposer d'autres réponses à la direction de l'entreprise

Compte-rendu de la DCI du 3 avril 2012

Accidents mortels : Des réponses insupportables !

Chacun aurait pu penser que, dans le cadre de la DCI Equipement Unitaire touchant aux accidents mortels de ce premier trimestre 2012, la direction reçoit les Organisations Syndicales CGT – UNSA - Sud Rail - CFDT dans un état d'esprit d'écoute aux revendications des cheminots représentés par les OS.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela n'a pas été le cas.

C'est, ainsi, dans une ambiance pesante que la réunion a débuté avec une minute de silence en hommage à nos collègues décédés.

Le niveau d'accidentologie à l'équipement a dépassé l'inimaginable avec 4 morts en quelques semaines !

La CGT a tiré, depuis longtemps, le signal d'alarme.

Combien faudra-t-il de minutes de silence pour que l'Humain revienne au centre de l'organisation de travail, et soit réellement au cœur des débats.

Une direction, main sur le cœur, qui semble partager les drames. Ce seul principe ne peut nous suffire. Pour les cheminots, il faut des actes

Pour la CGT, qui à une autre considération de l'Humain, cette nouvelle provocation est totalement scandaleuse !

La direction de la SNCF, représentée par M. Izard, chef de délégation patronale du jour, n'a apporté aucune réponse, si ce n'est que des mots de sympathies, pour les victimes, les familles et les proches collègues. Mis à part des briefings d'avant chantier, la direction ne met aucun nouvel élément sur la table et n'ouvre aucune porte de négociation. De plus, le principe d'une journée de sécurité (journée blanche) actée dans le courrier RH est remis en question lors de la réunion. Les motifs invoqués reposent une fois de plus sur la productivité, mais aussi sur les contraintes du RH0077. La direction retrouve quelque vertu dans notre réglementation du travail

- Pour diminuer le travail de nuit, **RIEN**, si ce n'est que nous ne pouvons y échapper pour des raisons de productivité !
- Contre la mobilité forcée, **RIEN**, sauf l'obligation de le faire car l'entreprise privé est au coin du bois !
- Pour le manque d'effectif, **RIEN**, l'année 2011 a connu, pour la direction, le plus fort niveau d'embauche !
- Sur la sécurité, **RIEN**, mis à part les briefings avant les débuts de chantier.
- Contre la privatisation de nos métiers, **RIEN**, mis à part une productivité de 0,8% maintenue.
- Pour réduire la pénibilité du travail, **RIEN**, sauf du dumping social.

Pour la direction, cette DCI se résume par un : « **dites moi ce que vous voulez, je vous expliquerez comment s'en passer !** Et surtout, évitez de me parlez d'entreprise intégrée » !

La situation est inimaginable, incompréhensible et révoltante !

Cette DCI doit avoir une réponse syndicale forte dans tous les établissements face, à ce positionnement intolérable, et la fin de non recevoir

Mais d'ores et déjà, la disparition de nos collègues ne doit pas rester sans réaction de l'ensemble des cheminots. Il en va de la sécurité de nos chantiers et de notre santé.

La CGT appelle les cheminots de l'équipement à se mobiliser pour imposer d'autres réponses à la direction de l'entreprise.